

MARS 2012 - LA PLUS GRANDE GRÈVE ÉTUDIANTE DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC



22 MARS, DÉBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE

Le 22 mars, début d'une lutte prolongée

JULIEN ROYAL, ÉTUDIANT EN COMMUNICATION, POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

Le 22 mars est souvent perçu comme l'apogée de notre grève. Avec plus de 300 000 grévistes et une manifestation monstre, on peut effectivement constater qu'il s'agit d'une journée cruciale. Cette grande journée ne marque cependant pas le dernier chapitre de notre lutte. Au contraire, le 22 mars représente l'amorce d'un réel bras de fer avec le gouvernement, catalyseur d'une lutte prolongée.

Si le gouvernement maintient la ligne dure après cette journée alors qu'il a devant lui la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec, nous n'aurons pas d'autres choix que d'augmenter significativement la pression. Voilà pourquoi la CLASSE appelle à une semaine de perturbation économique et étatique du 26 au 30 mars. La manifestation du 22 mars démontre un appui considérable et généralisé à notre lutte. Maintenant, il faut démontrer que chaque jour où le gouvernement refuse de nous entendre sera un enfer pour lui. À travers la province, nous bloquerons les centres administratifs de l'État, nous paralyserons les points névralgiques de l'économie, nous perturberons, partout où nous sommes, les intérêts des élites économiques et politiques. C'est en bloquant les ministères, les grandes entreprises, les sociétés d'État et les réseaux de transports de marchandises que nous parviendrons à faire céder le gouvernement Charest.

Déjà, par notre grève illimitée, nous exerçons une pression économique incroyable. Chaque jour de grève coûte administrativement cher à l'État. Plus la grève perdure, plus une journée de grève supplémentaire vaut la peine. À partir du 22 mars, nous sommes au point crucial : le gouvernement espère que le mouvement s'essouffera de lui-même, mais il craint comme la peste les votes de reconduction positifs. La grève commence à être ingérable pour le gouvernement et c'est exactement ce que le mouvement étudiant souhaite.

En 2005, le gouvernement tenait la ligne dure de la même manière qu'il le fait présentement. Alors que le mouvement avait atteint sa cinquième semaine de grève et que les blocages économiques et étatiques étaient devenus monnaie courante, il n'a pas eu d'autre choix que de céder. Notons que même les chambres de commerce avaient commencé à faire pression pour que le gouvernement intervienne afin de mettre un terme au mouvement étudiant. Les patrons et les lobbys finissent par être exaspérés de voir des étudiants et des étudiantes envahir leurs plates-bandes.

Malgré la fermeture apparente du gouvernement à la négociation, il faut réaliser que notre force de frappe est imposante. L'intensité de la répression policière nous subissons en est la preuve. Notre force de perturbation à travers le Québec est supérieure à tout autre mouvement social. Le gouvernement ne peut pas continuer à nous ignorer et nous devons faire mentir sa stratégie qui vise à laisser le mouvement s'essouffler de lui-même.

Nous sommes au point tournant de la grève. C'est maintenant qu'il est important de la poursuivre et c'est maintenant que nous devons perturber quotidiennement les intérêts des élites économiques et politiques.



SEMAINE DE PERTURBATION ÉCONOMIQUE

DU 25 AU 31 MARS Plus d'informations sur le calendrier au www.bloquonslahausse.com

MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 13 MARS Pour une éducation émancipatrice au service des peuples

LAURENCE LURRAS, ÉTUDIANNE EN SCIENCE POLITIQUE

Le 13 mars dernier, à Montréal, plus de 3000 personnes ont pris part à une manifestation organisée par la CLASSE afin de montrer leur solidarité avec l'ensemble des luttes étudiantes du monde ainsi que pour protester contre la marchandisation de l'éducation.

Considérant la portée internationale de cette manifestation, des organisations étudiantes d'un peu partout à travers le monde ont été contactées. Des groupes établis en Allemagne, en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, aux États-Unis, en France, au Guatemala, au Japon, au Venezuela et en Ontario ont répondu à l'appel en confirmant qu'ils appuient le mouvement de grève en cours au Québec et ils ont organisé des actions symboliques lors de cette journée.

Pourquoi une manifestation en solidarité avec l'ensemble des luttes étudiantes du monde et contre la marchandisation de l'éducation?

Partout autour du globe, des étudiants et étudiantes sont confronté-e-s à des hausses des frais de scolarité, à l'ingérence de l'entreprise privée dans les établissements scolaires et à des remaniements de la matière enseignée en vue de l'adapter aux demandes du marché. En

ce sens, ce que combat la population étudiante du Québec, c'est plus qu'une simple hausse des frais de scolarité, c'est l'agenda néolibéral mondial dans lequel elle s'inscrit. Le néolibéralisme, en plus de véhiculer la logique de l'utilisateur-payeur voulant que l'éducation soit avant tout un investissement personnel, réduit l'éducation supérieure à une machine à produire des innovations, à un outil de positionnement concurrentiel pour les grandes puissances économiques de ce monde. La mise en œuvre de politiques néolibérales en éducation accentue donc la division internationale du travail au profit des pays fortunés et aggrave la déconnexion entre les établissements d'enseignement et les besoins des populations.

Dans ce contexte d'essor de l'économie du savoir, la manifestation du 13 mars dernier avait pour but de développer la conscience que les étudiants et étudiantes du monde entier, qu'ils ou elles proviennent de l'Angleterre, du Chili ou du Québec, sont uni-e-s dans le même combat. Les privatisations et les mesures d'austérité légitimées par le néolibéralisme affectent non seulement l'éducation, mais aussi la santé, les programmes sociaux et, par conséquent, les personnes en situation de précarité (femmes, LGBTQ, minorités raciales, immigrant-e-s, réfugié-e-s, sans-statut, etc.). Dans cette optique, la manifestation, à laquelle étaient conviés plusieurs groupes sociaux constituant un appel à une plus grande solidarité entre le mouvement étudiant et ces groupes également en lutte contre les mesures rétrogrades de l'État.

Groupes à l'international qui appuient le mouvement de grève québécois

FÉDÉRATION SYNDICALE ÉTUDIANTE (FRANCE)
FÉDÉRATION DES SYNDICATS STUD ÉTUDIANT (FRANCE)
MOUVEMENT DE PARTICIPATION ÉTUDIANT «CAMILO CIENFUEGOS» DE LA FÉDÉRATION UNIVERSITAIRE D'ARGENTINE (ARGENTINE)
UNION NATIONALE ÉTUDIANTE (BRÉSIL)
BRIGADES ANTI-IMPÉRIALISTES (COLOMBIE)
ASOCIACIÓN NACIONAL DE ESTUDIANTES DE SECUNDARIA (COLOMBIE)
ASOCIATION DES ÉTUDIANT-E-S UNIVERSITAIRES (GUATEMALA)
UNIVERSIDAD EXPERIMENTAL SIMÓN RODRIGUEZ (VENEZUELA)

CONFEDERACIÓN DE ESTUDIANTES DE CHILE (CHILI)
UNIVERSITÉ D'OTSUMA (JAPON)
UNIVERSITÉ NIHON (JAPON)
FREE EDUCATION (ALLEMAGNE)
CLASS STRUGGLE EDUCATION WORKERS ET LES CLUBS INTERNATIONALISTES DE LA CITY UNIVERSITY DE NEW YORK (ÉTATS-UNIS)
UNIVERSITY OF KING'S COLLEGE STUDENTS' UNION (NOUVELLE-ÉCOSSE)
GRADUATE STUDENTS' UNION DE L'UNIVERSITÉ DE TORONTO (ONTARIO)
TORONTO GENERAL ASSEMBLY (ONTARIO)

Pas de compromis sur le droit à l'éducation

Plusieurs semaines de grève sont déjà derrière nous et nous n'avons pas cessé de multiplier les actions symboliques, les manifestations et les blocages. À un point où plusieurs ont lieu désormais chaque jour! La lutte a déjà rallié bien plus que la population étudiante: professeur-e-s, groupes communautaires, familles, syndicats et organisations provenant de plusieurs pays à travers le monde ont donné leur appui. Plus encore, le mouvement pour le droit à l'éducation a largement dépassé la seule question de la hausse des frais de scolarité; il a permis de manifester clairement que nous en avons assez de voir notre avenir collectif être défini par les exigences d'une élite économique et politique.

Le gouvernement libéral s'obstine à nous opposer un silence à peine entrecoupé par des déclarations de soutien aux violences du SPVM ou de quelques phrases creuses sur la « juste part » que les étudiants et étudiantes devraient payer... Nous ne sommes toutefois pas dupes devant une telle stratégie. Si le gouvernement refuse de négocier, c'est qu'il espère que son mutisme nous désespère, que notre mouvement s'épuise et se décourage. Mais il ne pourra plus tenir bien longtemps. Quand, dans La Presse du

10 mars, le responsable de la sécurité publique de Montréal lui intime publiquement de régler le conflit au plus vite parce que les actions des grévistes dérangent l'ordre public dans des proportions qui commencent à être problématiques, c'est que nous sommes parvenu-e-s à provoquer une perturbation constante et indéniable. Dans ces conditions, il y a fort à parier que Charost s'apprête à faire une offre. Il faut aussi s'attendre à ce que cette dernière sera loin de satisfaire nos revendications.

Ni monnayage ni « entente à rabais ».

Face à cette première offre, malgré l'ampleur du mouvement que nous avons créé, plusieurs verront peut-être une occasion à ne pas manquer et nous inviteront à mettre de l'eau dans notre vin, à être plus « raisonnables ». Quelques associations l'accepteront peut-être d'emblée et les journaux tireront alors « La grève est finie » pour nous enjoindre à les suivre. Certaines personnes iront peut-être même jusqu'à jouer de leur autorité pour recommander aux associations d'accepter l'offre. En d'autres termes, lorsque les négociations seront commencées, il ne faudra peut-être pas grand chose pour donner l'impression que le mouvement a atteint sa limite et pour forcer ainsi des associations qui combataient avec ardeur à accepter une offre pourtant bien en deçà de ce que nous exigeons. Envisager ces possibilités ne relève d'ailleurs pas de la pure spéculation: l'histoire nous enseigne que c'est précisément ce qui s'est produit en 2005 lorsque les fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ) ont signé une entente sans la participation de nombreuses associations étudiantes à la table de négociation.

Or, à ces organisations, à ces journaux, à ce gouvernement qui s'attend à pouvoir nous appâter avec des demi-mesures, il faudra être en mesure de répondre que nos revendications sont claires, que nous n'avons pas fait toutes ces semaines de grève pour rentrer en classe

sous n'importe quelles conditions. Le droit à l'éducation, ce n'est pas un débat de chiffres où « 1625\$ c'est trop, mais 700\$ ce serait correct ». Nous ne laisserons pas nos revendications être monnayées contre des mesures plus régressives dans d'autres domaines. En d'autres termes, il faudra être en mesure de signifier notre volonté de ne pas reculer dans nos revendications, de ne pas nous satisfaire de solutions qui seraient contraires aux perspectives de justice sociale et de redistribution de la richesse dont notre lutte est porteuse. Ainsi, nous n'accepterons pas une « moindre hausse ».

Dès maintenant, répétons-le sur toutes les tribunes afin que dans toutes les Assemblées générales du Québec résonne le même constat: le 22 mars, le mouvement étudiant prend son deuxième souffle. Celui que Charost n'avait pas prévu, celui où nos revendications sont si claires et notre ras-le-bol si manifeste qu'il n'y aura pas d'entente à rabais possible. Nous en avons assez de ces « compromis sociaux » qu'on nous impose budget après budget et qui ne profitent qu'à une minorité. Dès à présent,

« Nous en avons assez de ces « compromis sociaux » qu'on nous impose budget après budget et qui ne profitent qu'à une minorité. Dès à présent, atelons-nous à organiser la suite. Que le 22 mars soit un nouveau départ afin que notre lutte soit le premier pas victorieux vers une transformation plus globale de la société. Montrons que le recul social ne passe plus et que désormais, de gré ou de force, ça va être à Charost de reculer! Tenons-nous le pour dit, nous n'accepterons rien de moins qu'un recul du gouvernement sur l'ensemble du projet de hausse des frais de scolarité.

2005, UNE FIN DE GRÈVE AMÈRE

Le premier avril 2005, après 5 semaines de grève générale illimitée initiée et principalement organisée par des associations membres de la CASSÉE (la CLASSE de l'époque), la FECQ et la FEUQ acceptèrent de négocier avec le gouvernement en excluant la CASSÉE des discussions. Les fédérations négocièrent ainsi une entente à rabais avec le gouvernement qu'elles recommandèrent à leurs associations... par le biais des médias. Quelques-unes décidèrent de rentrer en classe sur ces bases, et ce premier assentiment fut suffisant pour entraîner à sa suite le reste du mouvement, déjà un peu essoufflé. Pourtant, 110 000 grévistes (sur 185 000 au total) rejetaient l'entente dans les assemblées générales même où ils et elles mettaient fin à la grève à contrecœur.

Épargnons-nous l'impuissance et la rage de nos prédécesseurs et prédécesseuses qui ont eu le sentiment de rentrer en classe les mains vides. Dès à présent, campons solidement nos positions : nos revendications sont claires, nos forces sont suffisantes!

LES FAMILLES EN RENFORT

Le dimanche 18 mars, des milliers de famille se sont réunies pour montrer leur appui aux étudiants et étudiantes dans leur lutte contre la hausse des frais de scolarité. Répondant à l'appel de la CLASSE, les citoyens et citoyennes ont profité de ce dimanche ensoleillé pour exprimer leur point de vue dans plusieurs villes québécoises.

À Montréal, près de 30 000 personnes de tout âge se sont rassemblées. À Québec et à Sherbrooke, ce sont environ 1 500 participants et participantes qui ont marché pour le droit à l'éducation.



À SHERBROOKE IL Y A EU UNE SURPRISE DE TAILLE: AU LIEU D'UN CAMION EN TÊTE DE LA MANIFESTATION, C'EST PLUTÔT UN ALPAGA QUI OUVRAIT LA MARCHÉ!